



20-09-2012

NON à l'Europe capitaliste

Ce 19 septembre, Le Conseil des Ministres prépare le projet de loi de ratification du traité budgétaire européen et un second projet de loi qui fixera les conditions à appliquer pour les finances publiques en France. Le Parlement sera appelé à ratifier ces lois début octobre. De quoi s'agit-il ?

Qui est aux commandes de l'Union Européenne ?

L'Union Européenne regroupe aujourd'hui 27 pays avec 560 millions d'habitants. 17 de ces pays avec 320 millions d'habitants ont adopté la monnaie unique : l'euro.

Consultez la liste des grands groupes capitalistes industriels et financiers qui ont la mainmise sur l'Union Européenne, ils sont tous là : Exxon-mobil – Wal'Maer (distribution) – Total –Chevron(énergie) –Général électric- Volkswagen – ConacoPhilipps – Carrefour –AtetT (Télécoms) – Eni (énergie)Ford – GDF-Suez – Hewlett-Packard –Daimler –Siemens –Verizon (télécoms)

Leur chiffre d'affaire va de 300.000 milliards de dollars pour Exxon mobil à 161.000 milliards pour Total et 107.000 milliards pour Verizon, les place dans les 25 premières firmes multinationales mondiales.

L'Europe a été créée par les capitalistes pour les intérêts capitalistes dans cette partie du monde. Rappel :

Dès la fin de la 2^{ème} guerre mondiale en 1946, Churchill propose de créer les Etats-Unis d'Europe face à l'Union Soviétique. En 1951 naîtra la « communauté européenne du charbon et de l'acier » créée par les grands groupes capitalistes. Le traité de Paris instituant cette communauté (CECA) comprend : l'Allemagne fédérale, la France, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg.

En 1957, le traité de Rome sera une nouvelle étape de la construction européenne. Il inscrit le principe de « concurrence libre et non faussée » (pour le capital s'entend). Principe repris et élargi dans l'acte unique européen de 1986, signé pour la France par L. Fabius alors premier Ministre de F. Mitterrand. Depuis 1957 les traités se sont succédés, signés par tous les gouvernements français, de droite ou de gauche unie qui ont œuvré activement à la construction de cette Europe capitaliste : Maastricht en 1992, le pacte de stabilité en 1997, le traité d'Amsterdam en 1998, le traité de Nice en 2000, le traité de Lisbonne en 2002 et la création de l'Euro en 2002.

Les promoteurs de cette Europe ont poursuivi son élargissement et renforcé son organisation économique et politique, **poursuivant la construction d'un grand ensemble pour se placer dans la concurrence mondiale capitaliste.**

Dans ce monde capitaliste, l'Union Européenne est un géant économique. Son PIB représente 25% de la richesse mondiale. Elle est la première puissance commerciale mondiale : elle compte pour 17% dans les échanges de biens dans le monde, devant les USA 14% et la Chine 12%. Les BRIC (Brésil – Russie – Inde –

Chine) étaient en 2011 parmi les 10 partenaires commerciaux de l'Union Européenne.

Cette Europe est une puissance militaire. Elle poursuit les objectifs impérialistes de domination du monde et participe de l'accroissement des dangers de guerre actuels. C'est l'Europe qui apporte les plus fortes capacités militaires dans l'OTAN, sous la houlette des USA. L'Europe « de la défense » a été créée. C'est en réalité une force d'intervention rapide prête à intervenir n'importe où dans le monde où les intérêts des impérialistes seraient menacés.

Cette Europe s'est construite contre les peuples, elle agit contre eux

Le seul objectif de ses promoteurs est de supprimer tout ce qui entrave le développement du capitalisme. Dès sa création elle instaure la libre circulation des marchandises, des services et des hommes pour faire de l'expansion capitaliste la règle du développement économique: baisser le « coût » du travail, favoriser la conquête de nouveaux marchés capitalistes.

En France, les gouvernements ont cassé progressivement les nationalisations qui s'étaient développées à la libération (1945-1946). Ils ont tout privatisé. Au nom de l'Europe ils ont cassé les mines, la sidérurgie, le textile ;... Ils ont attaqué tous les acquis sociaux, le droit du travail, les statuts, les conventions collectives, réduit les dépenses publiques et sociales. Ils ont favorisé les concentrations capitalistes, les délocalisations.

Seules les luttes des salariés, du peuple, comme les grandes luttes de 1968, 1995... ont contraints les capitalistes et les gouvernements à des reculs et imposé des revendications.

La loi de l'Europe capitaliste c'est la surexploitation des peuples. C'est la loi du capitalisme : la recherche du profit maximum par l'exploitation des peuples.

L'Union Européenne est en crise comme tout le monde capitaliste. Pour la « compétitivité » du capitalisme européen, pour faire repartir à la hausse son taux de profit, **le capitalisme doit aujourd'hui aller de plus en plus loin dans l'exploitation et vite. Il doit faire baisser le « coût du travail », imposer l'austérité aux peuples.**

C'est vrai dans tous les pays européens : En Grèce, en Espagne, en Italie, en Irlande, en Grande Bretagne, en Allemagne... des mesures drastiques (chômage, baisse des salaires et des pensions, réforme du marché du travail, flexibilité, réduction des dépenses publiques et sociales)

En France, la feuille de route de Hollande répond aux exigences du capital : réforme du marché du travail – réforme du financement de la protection sociale (S. Sociale – retraites), réduction drastique des dépenses publiques, avalisation des plans de suppressions massifs d'emplois, PSA etc... (voir nos articles à ce sujet)

Hollande va faire ratifier le nouveau traité européen

Ce 19 octobre le Conseil des Ministres prépare : le projet de loi de ratification du traité budgétaire européen signé le 3 mars dernier à Bruxelles par Sarkozy. En février dernier, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, le M.E.S. (Mécanisme Européen de Stabilité) avait été adopté par la droite grâce à l'abstention des socialistes. Au Parlement Européen, socialistes et écologistes français avaient voté pour le MES. Un second projet de loi (dit loi organique- la fameuse règle d'or) précise l'application des règles à suivre en France pour les finances publiques : le déficit ne devra pas excéder 0,5% du PIB (Produit Intérieur Brut). Pour s'assurer que les mesures seront respectées, Hollande va créer, Un **Haut Conseil des Finances publiques** » chargé de contrôler et de valider chaque année le budget

de la France. Il sera présidé par Didier Migaud Président de la Cour des comptes. On sait qu'il veillera scrupuleusement à ce que le plan d'austérité de Hollande et son gouvernement soit suivi.

Ce traité est une nouvelle étape dans la construction Européenne, dans l'intégration européenne, pour renforcer la domination capitaliste.

En Europe, comme dans le monde, l'opposition capital travail s'approfondit. Il y a d'un côté, le capital qui exploite pour le profit, de l'autre les peuples. Cette opposition va grandir. Il ne peut pas y avoir de solution médiane, d'aménagement de cette Europe : ou on est pour l'Europe capitaliste sous des formes plus ou moins avouées, ou on est contre et on la combat.

Il ne peut pas y avoir de solution capitaliste pour les peuples en Europe. La seule solution est la lutte anticapitaliste, contre cette Europe.

Le journal « Le Figaro » a produit un sondage IFOP sur l'Europe : 76% des français interrogés voteraient aujourd'hui NON sur la ratification du traité de Maastricht – 76% estiment que l'Union Européenne n'agit pas de façon efficace pour limiter les effets de la crise économique – 65% ne souhaitent pas cependant que la France abandonne l'Euro. Ce résultat confirme que les salariés, les couches populaires constatent que leur situation continue de se dégrader et que cette Europe ne va pas l'améliorer d'autant qu'ils voient bien la situation dans tous les pays européens. Cela confirme qu'il ne peut pas y avoir de solution pour les peuples dans cette Europe capitaliste et qu'il faut s'y opposer clairement.

Les fausses solutions : Ne nous laissons pas duper, les manœuvres de récupération politique du mécontentement, de l'opposition à cette Europe, vont se multiplier.

Des partis politiques (le PCF, le Front de gauche, le NPA) des associations (ATTAC.) qui appellent à manifester contre le traité et réclament un référendum, n'appellent pas à combattre l'Europe capitaliste, ils sont pour cette Europe. Dans leur appel, pas un mot du capitalisme (ils parlent de crise écologique, sociale, financière), ils veulent renégocier le traité pour y mettre du social. Le thème de « l'Europe sociale » ressurgit. La CES (Confédération Européenne des syndicats) à laquelle tous les syndicats français sont adhérents, qui est intégrée au capitalisme européen, demande elle aussi que le traité comprenne « une clause sociale ».

L'Europe est capitaliste, elle ne peut pas être sociale. Faire croire que les capitalistes pourraient la rendre « sociale, entraîner le peuple sur cette voie, lui faire croire qu'un référendum lui donnerait le droit à modifier quoi que ce soit, c'est le détourner de la lutte nécessaire qui seule peut faire reculer le capital, c'est l'entraîner dans une voie sans issue pour lui, alors que le capitalisme pourra continuer de prospérer.

Le FN y va aussi de son appel à un référendum. M. Le Pen reprend ses thèmes favoris : l'Europe qui ne règle rien, la défense de la veuve et l'orphelin, des sans voix. Elle n'oublie pas de fustiger les collectivités locales qui « gâchent » l'argent de l'Etat, ce qui lui évite de parler du capitalisme, car elle a déclaré être pour un capitalisme « national » et « rationaliste ».

Nous avons une autre conception de l'Europe, du rapport entre les peuples.

Cette Europe c'est la course au renforcement du capitalisme. Est-cela le progrès ? Est-cela la société moderne autour de laquelle tout devrait s'organiser ?

Nous disons NON à cette Europe là. Nous combattons le capital pour l'abattre et construire une société socialiste dans notre pays, en Europe et dans le monde.

NOTRE CONCEPTION :

*Nous voulons que soient respectées les nations, leur souveraineté. Nous sommes pour l'indépendance nationale. Nous sommes contre tout organisme ou gouvernement supranational.

*Nous sommes pour une véritable coopération dans tous les domaines, industriel, scientifique, culturel, sur la base du développement de chaque nation. Nous sommes pour des accords mutuellement avantageux qui respectent la souveraineté de chaque peuple, ses acquis sociaux et démocratiques.

*Nous sommes pour la coopération pacifique, le développement d'une politique de paix et de désarmement dans le monde. Nous sommes pour la disparition de l'OTAN et des pactes militaires.

Ca on ne l'obtiendra que par la lutte

L'enjeu actuel

Ce n'est pas de faire croire qu'on peut mettre un peu de social dans ce nouveau traité,

L'enjeu c'est: vont-ils pouvoir continuer leur offensive contre les peuples, ou parviendrons nous à les faire reculer par la lutte tous ensemble contre cette Europe capitaliste ?

Il y a des luttes en Europe : en Grèce, en Espagne, en Italie, en Angleterre... Nous sommes pleinement solidaires de ces luttes, car c'est notre lutte.

En France, nous appelons à développer la lutte sans concession contre l'Europe capitaliste. L'heure est à agir sans perdre de temps. Tous ensemble nous représentons une grande force.

Nous appelons à dire NON à l'Europe capitaliste, NON à la politique du gouvernement Hollande.

C'est la lutte de classe qui fera avancer ces exigences et non des compromis avec le capital en Europe et en France.

www.sitecommunistes.org